

## Synthèse des propos de James Galbraith

Obama vient de présenter un nouveau budget. James Galbraith décrit la situation actuelle des Etats-Unis comme étant stable. Il insiste sur le fait que cette fois le budget évite de se focaliser sur le sujet de déficit et de la dette publique.

A propos du chômage aux Etats-Unis, il semblerait que les raisons soient liées au ralentissement de la branche de la construction de logements et à la diminution des emplois du secteur tertiaire. Un autre facteur important qui traduit ce chômage est la diminution assez importante de l'immigration. L'offre de travail diminue en fonction de la demande. Résultat : la population semble s'être accoutumé à cette situation, on peut constater des changements dans les mentalités et dans leurs choix de vie professionnelle. Il note aussi qu'il existe des nouvelles formes de chômage : statuts intermédiaires et informels.

Après 6 années de crise, les mesures de réglementation du système bancaire sont quasi inexistantes. James Galbraith explique qu'aujourd'hui, l'influence des banques sur la classe politique est telle qu'il est impossible de compter sur ce secteur pour réguler le système financier.

Il rappelle qu'une banque est considérée en bonne santé lorsqu'elle a des emprunteurs. Aujourd'hui ils font largement défaut. Le problème serait donc, selon lui, un problème d'avantage économique que bancaire.

Les Etats-Unis privilégient l'importance d'une politique qui maintient la situation financière des ménages. En Europe les politiques ne suivent pas ce chemin, et préfèrent appliquer une politique d'austérité. Cependant John Galbraith note les risques d'une dévaluation du PIB, comme dans le cas de la Grèce.

D'après lui, la question de la dette publique n'est pas un problème en soi tant qu'il y a des prêteurs. Or c'est bien là le problème, aujourd'hui les prêteurs, beaucoup trop gros, ne se font plus confiance entre eux, mais comme le souligne John Galbraith, ils restent liés d'une certaine manière aux économies nationales.

A la question de savoir quelles peuvent être les conséquences de la fin d'un système comme celui de Bretton Woods, James Galbraith choisi de répondre en prenant l'exemple de la Chine. Sa stratégie en matière de marché extérieur est d'avoir une balance commerciale excédentaire, en conséquence elle a accumulé des titres, essentiellement des bons du Trésor américains. John Galbraith explique que ça n'est pas un rééquilibrage des changes entre le Yuan et le Dollar qui changerait la donne sur leur commerce extérieur. Une diminution de la rentabilité des exportations chinoises serait compensée par le système bancaire chinois.

En comparaison à la Chine, au sein de l'Europe, l'Allemagne a un atout certain, elle « *exporte ses idées économiques* », cela dit elle impose sa vision de la politique économique aux autres pays européens. John Galbraith note l'impossibilité de l'application de leur système qui souhaite avoir un commerce extérieur excédentaire chez eux, en interdisant un déficit chez les autres. Cela dit, il y a des divergences au sein même de l'Allemagne quant à cette stratégie.

Une politique inverse n'est pas possible aujourd'hui compte tenu de la structure de la zone Euro. Une sortie de l'Euro de la Grèce aurait engendré de gros problèmes immédiats : explosion du chômage, crise des denrées alimentaires et finalement pas de relance économique...

John Galbraith préconise une politique semblable à celle pratiquée aux Etats-Unis dans les années 30, c'est à dire une stabilisation du PIB par la création d'un système national de soutien des revenus des particuliers. Cela serait, selon lui, possible à l'échelle européenne.

Dans tous les cas, comme le dit James Galbraith: « *Dès lors qu'on a un système international basé sur des principes, soit de la Constitution de la zone euro, soit des statuts de la BCE, soit de l'idéologie actuelle du FMI, on est foutu* ».

S'il était dans l'administration de Barack Obama, John Galbraith tenterait de focaliser l'attention sur les problèmes comme le chômage, les évictions, les problèmes énergétiques, le changement climatique et la mise à jour des infrastructures. Selon lui, une des principales priorités est le maintien du système de protection sociale, garant des dérives politiques. Enfin, il souligne les réussites récentes des expériences anti-néolibérales de l'Amérique Latine dont on devrait parler un peu plus souvent dans le reste du monde.

Sabine et Nicolas, pour le blog [www.les-crises.fr](http://www.les-crises.fr)